

Amérique du Sud. Fragmentation et incertitude. Un scénario potentiellement explosif

 alencontre.org/ameriques/amelat/amerique-du-sud-fragmentation-et-incertitude-un-scenario-potentiellement-explosif.html



L'Amérique du Sud se dirige-t-elle vers une «nouvelle normalité» ou la pandémie de Covid-19 n'est-elle qu'une parenthèse tragique dans sa «normalité de toujours»? Y aura-t-il des effets sociopolitiques majeurs ou seulement des conséquences politiques à court terme? Il est encore trop tôt pour le dire, mais un coup d'œil sur la région montre que la lutte contre la pandémie est assaillie par les mêmes vieux problèmes et les mêmes vieilles difficultés pour y faire face: des systèmes de santé érodés et très inégaux d'un pays à l'autre, une très forte informalité du travail, la surpopulation, des capacités étatiques insuffisantes, un manque de réponses au niveau régional et un manque croissant de pertinence au niveau international. Selon les responsables de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Amérique latine est en train de devenir un nouvel épicerie de la pandémie.

En réponse au Covid-19, les gouvernements ont décidé de mettre en œuvre un endiguement – avec différentes doses de militarisation –, l'assistance sociale – y compris, dans certains cas, un revenu de base temporaire –, l'aide aux entreprises et aux commerces, et des efforts improvisés pour réparer les hôpitaux et les lieux de confinement des cas positifs.

Contrairement à l'Europe, on pourrait dire que le dilemme sud-américain n'est pas strictement entre la santé et l'économie, mais entre la santé et les explosions sociales. Un scénario encore pire que celui qui a précédé la pandémie, déjà peu favorable, se dessine: la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit une contraction de 5,3% du PIB régional et le Fonds monétaire international (FMI) parle d'une nouvelle «décennie perdue». En outre, la conséquence directe est une forte augmentation du chômage et des inégalités **[1]**. Pour compliquer le tableau, la plupart

des présidents sont loin de disposer de bases sociales solides pour faire face à de nouveaux cycles d'instabilité politique que, jusqu'à présent du moins, la pandémie avait annulés ou du moins reportés, comme au Chili, en Bolivie ou en Colombie.

Les périphéries des grandes villes sont des territoires potentiellement explosifs. Dans ces espaces populaires denses, le slogan «rester à la maison» se heurte aux réalités quotidiennes, non seulement parce que les familles élargies vivent dans des conditions de surpeuplement et ont besoin de gagner un revenu, mais aussi parce que nombre des choses essentielles que les classes moyennes font à la maison, comme manger ou avoir accès à l'eau, doivent souvent être faites dans des espaces communs, en raison du manque de ressources. C'est pourquoi, bien que tardivement, dans le cas des bidonvilles en Argentine, le «séjour à la maison» a été muté en «séjour dans le quartier», comme une forme de quarantaine communautaire non planifiée, tout en essayant d'augmenter les tests d'urgence.

«L'isolement social dans les favelas n'est pas viable, tant du point de vue du logement que des modes de vie qui, contrairement aux classes moyennes et supérieures, sont habituées à agrandir la maison au-delà de ses murs», a déclaré la Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional, une ONG brésilienne [2]. L'un des problèmes des confinements latino-américains était précisément leur manque d'adaptation à ces réalités.

L'informalité atteignant environ la moitié des travailleurs, les confinements sont devenus, de facto, flexibles. Près de 89% des commerçants ont été testés positifs au marché de gros des fruits de Lima. En Bolivie et au Chili, des manifestations ont eu lieu dans les quartiers populaires et, en Équateur, des manifestants ont menacé d'un «nouvel octobre», en référence aux violentes protestations de 2019 contre l'augmentation du prix du carburant. Beaucoup anticipent une «tragédie» si le virus atteint les collines de la ville de Valparaíso, l'un des nouveaux points chauds du Covid-19.

«Lorsque la pandémie de coronavirus entrera dans les quartiers populaires des grandes villes d'Amérique latine, elle pénétrera pour la première fois dans un monde inconnu de pauvreté profonde, de faim chronique, de logements insalubres sans eau et de chômage structurel, dans des secteurs déjà touchés par la dengue et la tuberculose», a écrit le journaliste uruguayen Raúl Zibechi. Au moment où nous écrivons ces lignes, il a déjà été hospitalisé. Mais pour l'instant nous ne savons pas à quelle échelle ni quels résultats les politiques publiques obtiendront, ce qui, comme nous l'avons vu dans le cas de l'Argentine, a déclenché toutes les alarmes dans les bureaux des décideurs politiques.

La consommation n'a pas suffi

Bien qu'il soit intéressant de considérer la crise actuelle comme un clivage progressiste/néolibéral, la réalité, comme c'est souvent le cas, «est un peu plus compliquée». Il ne fait aucun doute que le «virage à gauche» a entraîné une réduction significative de la pauvreté – surtout dans les cinq premières années des années 2000 –, notamment grâce aux augmentations du salaire minimum et aux politiques de transferts

directs de revenus. Mais ces initiatives ont non seulement coïncidé avec le boom des *commodities*, mais n'ont souvent pas abouti à une amélioration des capacités de l'État et des systèmes de protection sociale. Dans le cas du Venezuela, le système de santé a sombré dans une crise profonde, dans le contexte du déclin plus général du modèle économique et social bolivarien [3]. En Bolivie, où la gestion macroéconomique était aux antipodes du Venezuela, et où l'on parlait même de «miracle économique», avec un taux de croissance moyen de 5% par an, la santé était l'une des grandes questions non résolues du gouvernement d'Evo Morales. Ce n'est qu'à la fin de son mandat – qui s'est brutalement terminé en pleine crise politique et par un coup d'État militaire *de facto* – que le président bolivien a tenté d'avancer de manière désordonnée et dans la précipitation pour réformer les soins de santé en raison de la pression sociale.

Le Brésil, autre exemple d'«inclusion sociale» de dimensions gigantesques sous les gouvernements du Parti des travailleurs (PT), montre également les limites, en termes d'État providence, du modèle appliqué. L'experte en protection sociale Lena Lavinas l'a résumé comme suit: «Dans le cas du Brésil, la politique sociale a servi à consolider le modèle de consommation sociale-développementaliste, qui consistait à promouvoir la transition vers une société de consommation de masse par l'accès au système financier (crédit). La nouveauté du modèle de développement social est qu'il a instauré la logique de la financiarisation dans l'ensemble du système de protection sociale, soit par l'accès au marché du crédit, soit par l'expansion des plans de santé privés, du crédit éducatif, etc. Ce furent des années de promotion d'une stratégie d'inclusion financière agressive» [4]. Pendant ce temps, le système de santé publique, qui avait été sous-financé pendant des décennies, s'est effondré.

Dans presque tous les cas, le cycle progressiste a encouragé un modèle d'accès à la consommation plus démocratique que la construction de systèmes solides de protection sociale et de biens publics de qualité (comme les transports, la santé ou le logement). Bon nombre de ces déficits s'accroissent aujourd'hui dans des contextes post-populistes où des gouvernements à connotation restaurationniste et des projets réactionnaires ont été mis en place dans des pays comme le Brésil et la Bolivie. Ou bien elles ont été exprimées, de manière plus nuancée, dans l'interrègne de Mauricio Macri (2015-2019) en Argentine.

Aujourd'hui, nous sommes témoins d'un «socialisme soudain» dans le monde entier, produit de la «nervosité des gouvernements», selon les termes ne manquant pas d'ironie de John Keane [5]. Cela a conduit la plupart des gouvernements, avec ou sans foi, à assouplir les orthodoxies budgétaires et à «mettre de l'argent» dans les poches des entreprises et des particuliers. Si Alberto Fernandez [président de l'Argentine depuis le 10 décembre 2019] a décidé d'un versement unique de 10'000 pesos [150 dollars] aux travailleurs informels et aux personnes dispensées d'imposition directe; Jair Bolsonaro a approuvé un revenu de base de 600 reais (un peu plus de 100 dollars américains), pendant trois mois, pour les travailleurs informels. «Cela leur donnera les moyens de faire face à la première vague de l'impact, celle de la santé, au cours des trois prochains mois. Il y a une autre vague qui nous menace et qui viendra de la dislocation

économique», a déclaré le ministre de l'économie Paulo Guedes, un disciple des *Chicago boys* qui a travaillé avec les conseillers d'Augusto Pinochet dans les années 1970 et qui, aujourd'hui, sous la pression de la pandémie et de l'armée, est plus souple pour ouvrir le robinet. Le Pérou a consacré entre 9 et 12% de son PIB à l'aide aux personnes qui ont perdu leur emploi (ou leur activité indépendante) et aux entreprises qui se sont retrouvées sans revenus en raison de l'urgence sanitaire, ce qui n'a pas empêché le pays de compter près de 4000 morts et de voir le virus se propager dangereusement [6].

Qu'en est-il de la politique?

L'un des effets de la pandémie a été de faire sortir les manifestant·e·s dans les rues, de reporter les échéances électorales et, selon le cas, de dépolariser ou de rendre la scène politique plus tendue. Dans le cas du Chili, la pandémie du Covid-19 a donné de l'air à un Sebastian Piñera qui avait traversé son mandat comme un calvaire face à une insubordination sociale qui ne pouvait être éteinte. L'un des résultats de cette insubordination a été de fixer une date pour un référendum constitutionnel destiné à remplacer la Grande Charte de la dictature de Pinochet. Mais si au début le Chili est apparu comme un exemple de réussite qui légitimait les confinements «stratégiques» et «souples» du gouvernement, et l'occupation des rues par les militaires, l'aggravation de la situation l'a amené à revenir sur ses pas et à décréter un confinement plus sévère. Nous avons aussi pu constater les limites d'une stratégie qui cherchait à combattre le coronavirus avec de nombreux tests et sans confinement comme celle de l'Argentine. Ceux qui faisaient l'éloge de la politique chilienne de ce côté des Andes ont dû rapidement passer à l'éloge de l'Uruguay.

La Bolivie a également connu un «gel» de la situation qui évoluait à un rythme politique frénétique après le renversement d'Evo Morales en novembre de l'année dernière. La présidente Jeanine Áñez est confrontée à une érosion de son image en raison de la gestion de la pandémie, qui frappe davantage la partie orientale du pays, d'où elle vient elle-même. Un cas de surfacturation des respirateurs a conduit à la démission et à l'arrestation du ministre de la Santé, Marcelo Navajas, en un temps record et a mis en danger un gouvernement qui n'est pas issu du vote populaire. Avec environ 30% des voix, l'ancien ministre de l'économie du gouvernement d'Evo Morales, Luis Arce Catacora [candidat à la présidence], cherche à capitaliser sur le mécontentement pendant que le calendrier électoral est discuté [avec une échéance fixée au début septembre]. Sans un climat social qui appelle au retour de l'ancien président, actuellement exilé à Buenos Aires, le Mouvement vers le Socialisme (MAS) cherchera à capitaliser sur sa gestion de l'économie et à surmonter ce qui était déjà perçu comme l'épuisement d'une forme d'exercice du pouvoir qui a duré une décennie et demie avant la crise de novembre 2019.

En attendant, le Brésil explique en grande partie le climat régional décourageant: autrefois moteur de l'intégration sud-américaine, il est aujourd'hui un éléphant dans un bazar, gouverné par un président négationniste qui met en danger l'existence même de la république. Jair Bolsonaro traverse trois crises qui se chevauchent: politique,

économique et sanitaire: des complots politiques et judiciaires après le départ du gouvernement du ministre vedette Sérgio Moro; une chute estimée à environ 5% du PIB [7]; et des chiffres du coronavirus qui se situent autour de 400'000 cas détectés et 25'000 décès entachent une gestion qui, comme l'a souligné André Singer, repose sur une «radicalisation permanente». Avec un tiers du soutien populaire [selon les sondages], Bolsonaro dirige le gouvernement selon les modalités d'une «guerre des cultures». L'idéologie de la lutte contre la pandémie l'a conduit à ironiser, au milieu des fous rires, que «la droite prend de la chloroquine et la gauche de la Tubaïna» [boisson à base de guaraná], comparant le médicament promu par l'expert français en maladies infectieuses Didier Raoult – qui a jusqu'à présent donné des résultats très discutables – à une boisson populaire de São Paulo. Comme substrat, on peut observer une influence militaire croissante et une possible dérive autoritaire d'un gouvernement qui est ce qui se rapproche le plus de la «droite alternative» [la *alt-right* à la Steve Bannon, aux Etats-Unis] en Amérique latine.

Le cas du Venezuela est, comme toujours, particulier. Probablement en raison de son isolement international antérieur, le pays n'est toujours pas gravement touché par la pandémie. Sa «nouvelle normalité» comprend des pénuries d'essence – la direction de la contrebande a été inversée: elle va maintenant de la Colombie au Venezuela –, une dollarisation *de facto* de l'économie et de nouvelles aventures de l'opposition, comme la tentative de «débarquement» des 3 et 4 mai derniers, une opération périlleuse menée par une entreprise de Miami avec des transfuges des forces armées boliviennes dont les résultats pourraient éroder davantage le leadership de Juan Guaidó, le soi-disant «président en charge» [8].

Dans un scénario de fragmentation et d'incertitude, l'Amérique du Sud est confrontée à un manque de leaderships ayant des aspirations régionales ainsi que de visions politiques pour l'avenir. Dans un monde qui, d'une manière ou d'une autre, discutera des moyens de s'adapter au contexte post-pandémique, l'épuisement du «virage à gauche» et l'échec des droites néolibérales ou «alternatifs», feront peut-être que la «nouvelle normalité» sud-américaine consistera en des réponses circonstanciées et improvisées à une somme de crises, avec des risques renouvelés d'instabilité sociale et politique, et de «présidents pompiers» qui tenteront d'éteindre les incendies. Beaucoup dépendra de l'évolution dans notre région de la «grande peste» mondiale, qui, comme nous le voyons, dépend d'une multiplicité de variables et d'un peu de chance. (Article publié dans *Le Monde Diplomatique*, édition argentine, Buenos Aires, juin 2020; traduction rédaction A l'Encontre)

-
1. "Alicia Bárcena: 'Si no se toman medidas, la pobreza aumentaría en forma dramática en la región'", DW, 22-5-20.
 2. "La Covid-19 y la injusticia de la vida en las favelas y periferias urbanas de Río de Janeiro", *net*, 24-4-20.

3. Stefania Gozzer, "Cómo la crisis de salud en Venezuela se puede convertir en un problema para los países de la región, *BBC*, 26-2-19.
4. Pablo Stefanoni, "Brasil: pandemia, guerra cultural y precariedad", entrevista a Lena Lavinas, *Nueva Sociedad*, N° 287, Buenos Aires, mayo-junio de 2020.
5. John Keane, "La democracia y la gran pestilencia", *Letras Libres*, México-Madrid, 1-5-20.
6. Cecilia Barría, "Coronavirus: los 10 países que más han gastado en enfrentar la pandemia (y cómo se ubican los de América Latina)", *BBC*, 18-5-20.
7. Cecilia Filas, "Por el coronavirus, Brasil estima que el PBI podría sufrir la peor caída en 120 años", *El Cronista*, Buenos Aires, 13-5-20.
8. Manuel Sutherland, "¿Cómo fue la parodia venezolana de Bahía de los Cochinos?", *Nueva Sociedad*, edición web, mayo de 2020, Nuso.org [Voir l'article de Sutherland sur le site alencontre.org :
<https://alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela/venezuela-comment-s'est-deroulee-la-parodie-de-la-baie-des-cochons-venezuelienne.html>]